

Les centrales syndicales et syndicats autonomes du Burkina Faso :

- *CGT-B – CSB–CNTB –FO/UNSL – ONSL – USTB;*
- *SAIB –SATEB– SNEAB –SYNATEB- SYNATIC - SYNTAS–SYNTRAPOST– SYNAPAGER - SYNATIPB - SYNATRAD–SYSFMAB– SYNATEL.*

Les réseaux, mouvements et associations de la société civile :

ACAT / BURKINA ; AECC ; AJB ; AS / KEBAYINA-FB ; CODDE ; LDLP ; LIDEJEL ; MBDHP ; MBEJUS ; MOUVEMENT DE LA PAIX ; ODJ ; REN –LAC ; SOCIAL/ALERT ; UGEB

MESSAGE A L'OCCASION DES MARCHES - MEETINGS DU 15 MARS 2008

Aux militantes et militants ;

Aux travailleuses et travailleurs des secteurs public, parapublic, privé et de l'économie informelle ;

Aux populations laborieuses du Burkina Faso.

Dans leur appel du 29 février 2008 pour des luttes organisées et massives contre la vie chère, les centrales syndicales et syndicats autonomes du Burkina Faso, convaincus de la nécessité d'élargir le front de la lutte, invitaient les différentes associations et mouvements de la société civile représentatifs et qui sont légalement reconnus, préoccupés par les questions de la vie chère, de la corruption, de la fraude, de l'impunité et des libertés à des concertations dans l'optique d'un élargissement de la base des luttes.

Dans le même appel, ils annonçaient l'organisation, **le samedi 15 mars 2008, de marches - meetings à travers tout le pays, contre la vie chère, la corruption, la fraude, l'impunité et pour les libertés.**

Camarades,

Compagnons de lutte ;

La rencontre des responsables secrétaires généraux des organisations syndicales avec les présidentes et présidents des associations et mouvements sus – cités a effectivement eu lieu le 6 mars 2008 à la Bourse du Travail. A l'occasion, les présidents des mouvements et associations de la société civile invités ont salué l'initiative des organisations syndicales et exprimé leur disponibilité à travailler avec elles autour des préoccupations formulées et pour la réussite des marches-meetings programmées pour le 15 mars 2008.

C'est dire que les manifestations qui se déroulent ce jour sur l'ensemble du territoire national ne sont pas organisées uniquement par le mouvement syndical mais aussi par les réseaux, mouvements et associations cités à l'entête.

A ce propos, nous avons l'immense plaisir de vous annoncer que le mercredi 12 mars 2008, les centrales syndicales et syndicats autonomes du Burkina Faso, les réseaux, mouvements et associations de la société civile sus - cités, réunis à la Bourse du travail de Ouagadougou, ont convenu de créer un cadre large de lutte dénommé « **Coalition nationale de lutte contre la vie chère, la corruption, la fraude, l'impunité et pour les libertés** » en abrégé **CCVC**. La plate-forme d'action de cette coalition, adoptée le même jour sera portée à votre connaissance au cours du meeting de ce jour, avant sa transmission très prochaine aux autorités.

Militantes et militants ;

Travailleuses et travailleurs des secteurs public, parapublic, privé et de l'économie informelle ;

Populations laborieuses du Burkina Faso.

Notre pays a été secoué au mois de février dernier par de violentes manifestations notamment dans les villes de Bobo – Dioulasso, Banfora, Ouahigouya et Ouagadougou qui ont donné lieu à des destructions de biens publics et privés que nous avons déplorées dans notre appel du 29 février 2008.

Ces réactions spontanées viennent après celles plus angoissantes des militaires en activité et à la retraite, des GSP, ainsi que celle dite des « Kundé ».

La situation sociale d'ensemble dans notre pays indique on ne peut plus clairement que les populations ont faim et soif. Elles ont faim et ont besoin de se nourrir décemment. Elles ont soif de justice sociale, elles ont besoin de

se soigner, de se loger, d'éduquer et d'entrevoir un avenir meilleur pour leurs enfants, etc. Cette situation montre également que les populations ne sont pas dupes. Elles observent avec amertume l'arrogance et l'insouciance de générations spontanées de nouveaux riches, l'accaparement des faibles ressources du pays par une infime minorité agglutinée au sein et autour du pouvoir. Comme nous l'avons indiqué dans notre adresse du 7 mars « *Ces différentes manifestations, caractérisées par des destructions de biens publics et privés que nous déplorons, sont en fait l'expression d'un ras le bol des populations face à la hausse continue des prix, particulièrement ceux des produits de consommation courante tels que le riz, l'huile, le savon, le sel. (...). Du reste, depuis 2004, le mouvement syndical dénonce la vie chère et interpelle le gouvernement notamment par des correspondances, à travers différentes rencontres, de nombreuses grèves et manifestations de rue. De ce point de vue, le gouvernement porte une responsabilité dans la survenue des manifestations violentes actuelles. Il lui revient dès lors de prendre la juste mesure des attentes du peuple et de travailler à les satisfaire, au lieu d'opter, comme il l'annonce, pour la désignation de boucs émissaires et la répression qui ne peuvent constituer des réponses appropriées à la situation.* »

En effet, les populations ressentent de plus en plus durement les conséquences des choix politiques et économiques du pouvoir de la IV^{ème} République depuis 1991 qui sont en fait ceux imposés par les puissances internationales et leurs institutions financières. C'est pourquoi, elles s'organisent et se battent dans divers cadres démocratiques contre les dévaluations de monnaies, les privatisations d'entreprises publiques y compris celles à caractère stratégique, contre le blocage des salaires et pensions, contre la raréfaction des bourses d'études, contre l'impunité des crimes de sang et crimes économiques, et pour une démocratie véritable.

Militantes et militants ;

Travailleuses et travailleurs des secteurs public, parapublic, privé et de l'économie informelle ;

Populations laborieuses du Burkina Faso.

Les luttes organisées contre **la vie chère, la corruption, la fraude, l'impunité et pour les libertés** sont des réalités sur le terrain depuis plus d'une décennie. En tout cas, les luttes des organisations syndicales, des mouvements et associations de la société civile sont là pour l'attester. A titre d'exemples on retiendra les grandes mobilisations populaires ciblées contre la vie chère et pour le relèvement du pouvoir d'achat des populations d'avril, mai et juillet 2002, d'avril 2003, de décembre 2004, de février, mai, octobre et décembre 2005, de mai, juin, juillet et septembre 2006, de juillet 2007.

Malheureusement, le pouvoir de la IV^{ème} République a plutôt minimisé ces luttes organisées et les résultats de ces grandes mobilisations n'ont pas été à la hauteur des attentes des populations. Ce constat, le quotidien Le Pays l'a fait dans son Numéro du vendredi 30 décembre 2004 au Mardi 03 Janvier 2005 où il écrit : « *Le front social a été très chaud, mais avec un bilan bien maigre. Les centrales syndicales, ... ont fait entendre leurs voix par rapport à la réduction du pouvoir d'achat et au respect des libertés. Quatre grèves, ponctuées de marches de protestation ont, à chaque fois, rassemblé des milliers de travailleurs à travers le pays : le 4 février, le 10 mai, les 26 et 27 octobre, enfin les 15, 16, et 17 décembre. A chaque fois la plate-forme minimale est brandie et défendue. On retient principalement, le relèvement des salaires et pensions de 25 %, l'exécution des décisions et arrêts de justice, la diminution des taxes sur les produits de grande consommation, l'application des augmentations de salaires de décembre 2004 au niveau du privé, la reconstruction diligente du marché Rood-woko et le respect de la liberté syndicale et du droit de grève. Au bilan, il n'y a rien de substantiel. Le dialogue n'a pas véritablement fonctionné entre le gouvernement et les centrales syndicales pour que des solutions soient trouvées aux problèmes posés.*»

C'est cela la réalité ! Quand bien même nous ne négligeons pas les acquis obtenus dans le cadre de l'unité d'action, ces acquis restent en effet largement en deçà des attentes des populations et aux signaux d'alerte à travers les luttes organisées. A contrario, quand sortent dans les rues les corps habillés, avec ou sans fusils, des solutions sont vite trouvées et le manque de moyens de l'Etat n'est plus invoqué. Tant mieux pour nos camarades des corps habillés ! Mais le pouvoir doit faire en sorte que les populations ne voient pas en cela la seule voie pour se faire entendre et se faire comprendre.

Forts de cette situation d'ensemble, les organisations syndicales, les réseaux, mouvements et associations sous signés invitent le pouvoir de la IV^{ème} République à examiner avec diligence la plate-forme de la coalition en vue de trouver des solutions acceptables aux problèmes cruciaux qui y sont exposés. Par ailleurs, nous demandons, dans un souci d'équité et d'apaisement **l'élargissement et la libération de toutes les personnes condamnées et détenues dans le cadre de ces manifestations.**

Enfin, les organisations membres de la Coalition appellent leurs militantes et militants, leurs structures professionnelles et décentralisées :

1. à des concertations dans les différentes localités pour la mise en place des sections régionales et/ou provinciales de la coalition nationale de lutte contre **la vie chère, la corruption, la fraude, l'impunité et pour les libertés** ;
2. à développer et maintenir la mobilisation pour la suite des luttes à venir. D'ores et déjà, nous vous annonçons que les 8 et 9 avril 2008 prochains, une grève générale, à l'appel des centrales syndicales et des syndicats autonomes sera organisée sur l'ensemble du territoire national. Elle sera appuyée par des marches – meetings si d'ici là des mesures énergiques ne sont pas prises pour la satisfaction de notre plate forme d'action sus – adoptée.

Non à la vie chère, à la corruption, à la fraude et à l'impunité !

Vive l'unité d'action des syndicats, réseaux, mouvements et associations coalisés !

En avant pour la satisfaction de la plate-forme d'action de la coalition nationale contre la vie chère, la corruption, la fraude, l'impunité et pour les libertés !

Fait à Ouagadougou, le 15 mars 2008.

Ont signé :

POUR LES CENTRALES SYNDICALES :

CGT-B

Tolé SAGNON
Secrétaire Général

FO/UNSL

Joseph TIENDREBEOGO
Secrétaire Général

CNTB

Laurent OUEDRAOGO
Secrétaire Général

ONSL

Paul KABORE
Secrétaire Général

CSB

Jean Mathias LILIOU
Secrétaire Général

USTB

El hadj Mamadou NAMA
Secrétaire Général

POUR LES SYNDICATS AUTONOMES:

SAIB

Somoutié LOUGUET
Secrétaire Général

SYNATEB

Tahirou TRAORE
Secrétaire Général

SYNAPAGER

Apollinaire KABORE
Secrétaire Général

SYNATIPB

François TAPSOBA
Secrétaire Général

SATEB

Bonaventure SEGUEDA
Secrétaire Général

SYNTRAPOST

Achille PARE
Secrétaire Général

SYNATEL

Valentin SAWADOGO
Secrétaire Général

SYNATRAD

Etienne ILBOUDO
Secrétaire Général

SNEAB

Jean KAFANDO
Secrétaire général

SYNTAS

Victor S. HIEN
Secrétaire Général

SYNATIC

Justin COULIBALY
Secrétaire Général

SYSFMAB

Mariam TIEMTORE
Secrétaire Générale

POUR LES MOUVEMENTS ET ASSOCIATIONS DE LA SOCIETE CIVILE :

ACAT / BURKINA

Lucienne ZOMA
Présidente

AECC

Sidiki DERME
Président

AS / KEBAYINA-FB

Tara NACANABO
Président

CODDE

Alain SANOU
Secrétaire Exécutif

LDLP

Sibiri Eric KAM
Président

- LIDEJEL

Ousmane NACRO
Président

- MBDHP

Chrysogone ZOUGMORE
Président

MBEJUS

Alexandre OUEDRAOGO
Président

MOUVEMENT DE LA PAIX

Pierre BIDIMA
Président

ODJ

André TIBIRI
Président

REN -LAC

Blaise SONDO
Secrétaire Exécutif

SOCIAL/ALERT

Henri COMPAORE
Président

UGEB

Adama BAGUIYA
Président

AJB

Jean Claude MEDA
Président